

## Comité social d'administration d'établissement (CSAE)

### Procès-verbal de la séance du mardi 5 mars 2024

La séance du comité social d'administration d'établissement est ouverte à 9h39, sous la présidence de monsieur Vincent NIOT, Vice-Président du CA en charge des moyens (RH, finances et patrimoine).

Les conditions exigées n'ayant pas été remplies pour que le CSAE siège valablement le 20 février 2024 et en application des articles 8 et 9 du règlement intérieur du comité et de sa formation spécialisée, le CSAE du 5 mars 2024 siège valablement quel que soit le nombre de représentants du personnel présents.

Sont présents :

#### Représentant(s) de l'établissement :

- Mme Valérie WADLOW – Directrice Générale des Services

#### Représentants des personnels avec voix délibérative (par ordre alphabétique) :

- M. Christophe AL-SALEH (CGT-FERCSup)
- Mme Laure BRISOUX-DEVENDEVILLE (FO-ESR)
- Mme Isabelle DE TOMI (SGEN-CFDT)
- Mme Muriel DUHAUPAS (SNPTES-UNSA)
- Mme Stéphanie GOUILLART (FO-ESR)
- Mme Flavie HERBETTE (SGEN-CFDT)
- M. Laurent JOSSE (SNPTES-UNSA)
- M. Jean-Philippe MORIN (FSU)
- Mme Luciane ZABIJAK (FSU)

#### Représentants des personnels suppléants (par ordre alphabétique) :

- M. Abbed BOUMEDIENE (SNPTES-UNSA)
- Mme Caroline MALLET (SNPTES-UNSA)

#### Assistent également au CSAE (par ordre alphabétique) :

- M. Emmanuel BERTHE – Direction Général Adjoint des Services Pôle ReM
- M. Frantz HURTEBISE – Directeur des Affaires Générales, Institutionnelles et Juridiques

M. Emmanuel BERTHE est désigné secrétaire de séance.

Le président de séance fait appel à candidature pour la désignation d'un secrétaire adjoint de séance. Sur proposition de l'intéressée, Mme Muriel DUHAUPAS est désignée secrétaire adjointe de séance.

Le président de séance sollicite des représentants du personnel des déclarations liminaires. C. AL-SALEH (pour la CGT-FERCSup) fait lecture de la déclaration en annexe 1 du présent PV.

Le président de séance aborde l'ordre du jour :

#### 1. Points soumis au vote :

- modalités de recours au vote électronique pour les élections des conseils centraux de l'Université de Picardie Jules Verne – Elections des représentants étudiants ;
- campagne d'emplois 2024 – Volumétrie des postes d'enseignants du 2<sup>nd</sup> degré proposés à un recrutement (2<sup>ème</sup> campagne).
- les déménagements au Campus du Thil ;
- la procédure de CDIisation des personnels BIATSS contractuels.

#### 2. Questions et informations diverses.



## ■ MODALITÉS DE RECOURS AU VOTE ÉLECTRONIQUE POUR LES ÉLECTIONS DES CONSEILS CENTRAUX DE L'UNIVERSITÉ DE PICARDIE JULES VERNE – ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANTS ÉTUDIANTS :

F. HURTEBISE présente les grandes règles d'organisation du vote des étudiants pour les prochaines élections aux conseils centraux : organisation d'un vote électronique par l'intermédiaire d'un prestataire externe dans le cadre d'un marché ; nomination d'un expert indépendant (qui vérifie la sécurité des processus) ; composition de la cellule d'assistance et du centre d'appel ; modalités d'accès au vote pour les électeurs sans poste informatique... (cf. annexe 2).

Il communique par ailleurs le calendrier prévisionnel de ces élections :

- 30 septembre 2024 : date limite de dépôt des candidatures pour les listes
- 15 et 16 octobre 2024 : scrutin
- 18 octobre 2024 : affichage des résultats

NB : pour les personnels, la date limite d'envoi des candidatures et des professions de foi est prévue au 23 septembre 2024, la date du scrutin au 8 octobre 2024 (dates prévisionnelles).

La CGT-FERCSup, appuyée par FO-ESR, fait remarquer que les modalités de recours au vote électronique pour les étudiants doivent être traitées en formation élargie aux usagers (comme l'autre point sur les agressions sexuelles sur des étudiantes). La CGT-FERCSup demande à procéder préalablement au vote d'un avis demandant à l'administration d'organiser les élections des étudiants qui feront partie de cette formation. À ce titre, C. AL-SALEH lit l'avis suivant :

*Les membres du CSAE demandent à ce que la désignation de représentants des usagers soit appliquée conformément au décret n°2023-106 du 16 février 2023, et qu'une réunion du CSAE élargie aux usagers se tienne relativement aux problèmes d'intrusion et d'agressions sexuelles au campus, et qu'un CSAE élargi aux usagers se tienne relativement au vote électronique des usagers.*

*Le décret n°2023-106 du 16 février 2023 relatif à la représentation des usagers au sein de comités sociaux d'administration des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur précise que, lorsqu'il est fait application des articles 75, 76 et 77 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat, le comité social d'administration peut se réunir en formation élargie aux usagers.*

*Dans l'article 1 du décret suscité, il est précisé que la FS-SSCT peut également se réunir en formation élargie aux usagers, quand les articles 73 et 74 du décret n°2020-1427 sont concernés. Ces articles concernent les risques professionnels auxquels peuvent être exposées les femmes enceintes (art.73), ainsi que les VDHMS (art.74).*

*Les membres du CSAE demandent à ce que :*

- 1°) le règlement du CSAE soit modifié de manière à préciser les modalités de fonctionnement des réunions élargies aux représentants des usagers (Décret n°2023-106, article 1)
- 2°) Les représentants des usagers soient désignés le plus rapidement possible, sachant qu'ils auraient dû être désignés avant le 16 mars 2023 (art.3), conformément aux modes de désignation établis dans l'article 1 du décret n°2023-106.

*Par ailleurs, la FS-SSCT du 30 janvier 2024 a eu à traiter d'un cas d'agression sexuelle sur une étudiante (ce qui rentre dans le champ de l'article 74 du décret n°2020-1427). Les membres du CSAE demandent à se saisir de ce point lors d'une séance consacrée à la sécurité au campus, en particulier en matière d'intrusions, qui sera élargie aux représentants des usagers.*

*Nous demandons également à ce que le point du vote électronique des usagers aux conseils centraux, soit abordé en CSAE élargi.*

Pour L. BRISOUX-DEVENDEVILLE, le vote électronique ne garantit pas la même chose que le vote à l'urne.

De même pour JP MORIN, un vote électronique ne pouvant pas garantir l'anonymat et la sécurité du vote.

M. DUHAUPAS propose de laisser les étudiants prendre la décision en comité électoral.

La direction indique que le comité électoral sera consulté à ce titre.

Une suspension de séance est sollicitée par les représentants du personnel, suspension accordée par le président de séance à compter de 10h03.

La séance reprend à 10h24.



🔗 Le président de séance soumet au vote l'avis proposé par la CGT-FERCSup → 9 votants : 9 voix POUR.

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			2	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>9</b>	

🔗 Le président de séance soumet au vote les modalités de recours au vote électronique pour les élections des conseils centraux de l'Université de Picardie Jules Verne – Elections des représentants étudiants → 9 votants : 4 voix POUR / 5 voix CONTRE.

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU				2
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR				2
CGT-FERCSup				1
<b>Total</b>			<b>4</b>	<b>5</b>

## ■ CAMPAGNE D'EMPLOIS 2024 – VOLUMÉTRIE DES POSTES D'ENSEIGNANTS DU 2<sup>nd</sup> DEGRÉ PROPOSÉS À UN RECRUTEMENT (2<sup>ème</sup> CAMPAGNE) :

Le président de séance présente les postes d'enseignants du 2<sup>nd</sup> degré proposés à un recrutement au titre de la 2<sup>ème</sup> campagne 2024 :

- 1 poste en EPS pour l'UFR des STAPS, localisé à Soissons/Cuffies, poste non pourvu en 1<sup>ère</sup> campagne à la suite du désistement du candidat initialement retenu ;
- 1 poste en anglais pour l'UFR des langues, poste non demandé au titre de la 1<sup>ère</sup> campagne ;
- 1 poste BOE pour l'UFR des arts dans le cadre du recrutement réservé par voie contractuelle au titre du handicap, poste déjà proposé les deux dernières années.

Pour répondre à la question de JP MORIN, le président de séance précise qu'aucune autre demande d'ouverture de poste n'a été faite par les composantes au titre de cette campagne.

🔗 Le président de séance soumet au vote la volumétrie des postes d'enseignants du 2<sup>nd</sup> degré proposés à un recrutement au titre de la campagne d'emplois 2024 → 9 votants : 6 voix POUR / 3 voix CONTRE.

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			2	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR				2
CGT-FERCSup				1
<b>Total</b>			<b>6</b>	<b>3</b>

FO-ESR explique que tant qu'il y aura des gels de postes, il s'opposera à la volumétrie.



## ■ LES DÉMÉNAGEMENTS AU CAMPUS DU THIL :

Didier DELOMEZ, responsable du Service Maîtrise d'Ouvrage, Travaux et Investissements (SMOTI) au sein du Pôle Patrimoine Immobilier et Infrastructures (P2i), présente la réorganisation des services de la présidence et de la BU Santé, ainsi que la mise en œuvre du Campus Santé (cf. annexe 3).

Concernant les déménagements mis en œuvre au niveau de la présidence et de la BU, la DGS précise que des services sont en saturation de m<sup>2</sup> disponibles, sachant que l'on ne sait pas où asseoir les nouveaux agents (DR, DRH...), outre la nécessité de répondre à des questions d'accessibilité pour certains personnels. Il n'y a pas d'autres possibilités que de prendre ces m<sup>2</sup> sur la BU.

Concernant les transferts sur le Campus Santé / du Thil, D. DELOMEZ précise que la livraison du bâtiment C est en cours, la commission de sécurité étant prévue le 8 mars 2024. Le transfert du bâtiment E vers le bâtiment C (département de psychologie de l'UFR de SHSP) est programmé fin mars 2024. En parallèle, les travaux sur le bâtiment D s'achèvent, le bâtiment devant être livré en juillet 2024 et accueillir en septembre les services administratifs de médecine et de pharmacie, le plan d'installation ayant été revu pour y installer tous les services concernés. Pour le bâtiment B, qui accueillera l'odontologie, la déconstruction est terminée et les travaux doivent commencer à compter du mois d'avril 2024. Enfin, pour le plateau technique – qui concerne essentiellement les travaux pratiques et la recherche, la date de livraison du bâtiment est, à ce jour, prévue fin juin 2024.

Pour les déménagements touchant la BU du Campus du Thil, L. BRISOUX-DEVENDEVILLE indique avoir constaté des dysfonctionnements (date du déménagement ayant glissé dans le temps, avec des difficultés d'accès à son matériel ; les services de la DISI non associés aux transferts des postes informatiques...).

La DGS précise qu'elle s'est déplacée à la BU pour identifier les vrais problèmes, avec les agents sur site. Aucun problème bloquant n'a été constaté, les impacts d'aléas (calendrier qui glisse...) étant récurrents à tout déménagement. Sur les questions de mobiliers, elle note que si tout le monde avait respecté les règles (notamment sur le respect des fichiers à compléter pour le Pôle P2i et devant permettre d'organiser les déménagements), les choses auraient été plus simples. Concernant l'informatique, il y a une certaine disproportion entre les revendications, les manifestations de mécontentement... – y compris entre collègues – et la réalité de ce que l'on était en train de faire. Au regard des urgences et des dossiers à traiter, tout le temps suffisant n'a peut-être pas été consacré aux déménagements de la présidence et de la BU ; mais on ne peut pas parler de « catastrophe ». Il reste des ajustements à faire mais, globalement, tout le monde est installé.

C. AL-SALEH demande si le transfert du C sera fait fin mars 2024.

La DGS répond que, au vu des informations ce jour, ce transfert sera bien fait d'ici la fin du mois de mars, la commission de sécurité étant prévue le 8 mars.

Concernant le déménagement d'une partie du pôle Sain-Charles en juillet 2024, C. AL-SALEH demande quelles sont les garanties données aux personnels qu'ils ne seront pas en burn out ou empêchés de travailler.

Le président de séance répond que le calendrier est travaillé avec les différents responsables de composante, de laboratoire et de service concernés pour l'élaboration de cette planification. Pour la partie tertiaire, une journée déménagement est prévue. Dans tous les cas, on reprend la même organisation que pour les déménagements à la Citadelle.

La DGS souligne que le transfert des activités est toujours difficile. La préparation se fait en lien étroit avec les directions concernées qui ont une très bonne connaissance de leurs organisations, activités et calendriers.

FO-ESR confirme que juillet est le pire moment pour déménager Saint-Charles. FO-ESR insiste sur le fait que les agents n'ont pas le même niveau d'information que les directeurs de laboratoire ou de composante, que cela induit du stress.

L. ZABIJAK constate que l'unité EDYSAN n'est pas évoquée dans les déménagements prévus au Campus du Thil.

Le président de séance précise que cette unité n'a pas souhaité rejoindre le plateau technique construit au campus. Une étude de programmation pour reloger EDYSAN est en cours.

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE demande l'accès des représentants au CSAE aux plans des déménagements.

Le président de séance propose plutôt une visite in situ de la formation spécialisée SSCT.

C. AL-SALEH signale que d'autres usagers – organisations syndicales, services du Pôle OFRE, associations étudiantes... – vont intégrer des locaux au niveau de la rotonde du Campus du Thil, et demande si des travaux sont programmés pour rénover ce site (notamment au niveau des conditions thermiques).

Le président de séance répond qu'il n'y a actuellement pas de financements pour rénover la rotonde et les amphithéâtres du site.

C. AL-SALEH demande si les bureaux dédiés aux organisations syndicales seront identiques aux bureaux attribués jusqu'à maintenant (en termes de taille, de mobilier, d'équipements...).

La DGS répond que compte tenu des locaux disponibles et des besoins exprimés par les différents demandeurs, on peut garantir l'attribution d'un bureau et des équipements et mobilier nécessaires. Pour des besoins particuliers (organisation de réunions...), il est rappelé la possibilité de solliciter la mise à disposition de locaux adaptés.

C. AL-SALEH lit l'avis suivant :

*Tout déménagement des locaux de l'université doit être précédé d'une consultation du CSAE.*

*La directive 89/391/CEE du Conseil de l'Europe, du 12 juin 1989, concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail, stipule, en son article 11-2-b, que les travailleurs « sont consultés au préalable et en temps utile par l'employeur sur toute action qui peut avoir des effets substantiels sur la sécurité et la santé ».*

*Pour ce qui concerne la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique, cette norme est transposée dans le décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat, qui complète et modifie le décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique. Au Titre III, chapitre premier, établissant les attributions du CSAE, dans son article 57, le décret 2020-1427 élargit et généralise les compétences du CSAE à la consultation « sur la teneur de tous documents se rattachant à sa mission, et notamment des règles et des consignes que l'administration envisage d'adopter en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail. »*

*Les documents relatifs à l'organisation d'un déménagement, que ce soit dans sa préparation, dans sa mise en œuvre, ainsi que l'impact que cela a sur les agents, dans la modification de l'environnement de travail, avant le déménagement, puis dans l'adaptation au nouveau lieu de travail, après le déménagement, font donc partie des documents qui doivent être soumis « au préalable et en temps utile », selon la formulation de l'article 11-2-b de la directive 89/391/CEE pré-citée, au CSAE, instance de représentation des travailleurs de l'Université de Picardie.*

*Pour tout déménagement, un CSAE doit donc être convoqué avant le début du déménagement, selon un ordre du jour communiqué 15 jours à l'avance, et la totalité des documents relatifs à ce déménagement communiqués aux membres du CSAE au plus tard huit jours avant la réunion, selon le règlement du CSAE.*

*Nous, membres du CSAE, réunis le 5 mars 2024, tenons à exprimer notre réprobation la plus forte à l'égard des manquements de la présidence aux règlements en matière de santé et de sécurité au travail dans le déménagement de la BU-campus, des déménagements en cours et occasionnés par les travaux de mise aux normes des bâtiments C, D, E du campus, des archives, etc. La présidence n'avait tout simplement pas prévu de consulter le CSAE, selon les règles rappelées ci-dessus. Et il a fallu que les membres du CSAE insistent à deux reprises (demande d'un CSAE exceptionnel, refusé dans un premier temps) et aillent jusqu'au boycott de la séance du 20 février, pour obtenir que le point des déménagements au campus soit mis à l'ordre du jour du CSAE.*

*Nous avertissons le président du CSAE que si de tels manquements venaient à se reproduire pour les futurs déménagements, nous prendrions toutes les dispositions nécessaires, pour faire valoir les droits des travailleurs de l'UPJV que nous représentons par mandat de droit public. La saisine de l'ISST, puis de l'Inspection du travail, avec au préalable un courrier circonstancié à la Ministre de l'ESR, faisant partie des premières dispositions envisageables en cas de désaccord sérieux et persistant.*

👉 **Le président de séance soumet cet avis au vote → 9 votants : 9 voix POUR.**

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			2	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>9</b>	



👉 Le président de séance soumet au vote les déménagements au Campus du Thil (réorganisation des services de la présidence et de la BU Santé ; mise en œuvre du Campus Santé) → 9 votants : 4 voix POUR / 5 voix CONTRE.

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU				2
SGEN-CFDT		2		
SNPTES-UNSA		2		
FO-ESR				2
CGT-FERCSup				1
<b>Total</b>		<b>4</b>		<b>5</b>

## ■ LA PROCÉDURE DE CDISATION DES PERSONNELS BIATSS CONTRACTUELS :

La DGS présente les modalités de CDisation mises en œuvre par l'établissement à compter de l'année universitaire 2023 / 2024 :

Rappel des nouvelles dispositions de la charte de gestion des agents contractuels :

- Mise en place d'une indemnité spécifique équivalent à 15% de l'indemnité mensuelle (IFSE) d'un agent titulaire sur emploi équivalent pour les CDD et à 30% pour les CDI
- Suppression de la majoration d'ancienneté par échelon
- Des CDD d'une durée initiale de 3 ans
- À l'issue du CDD et à la demande de l'agent : application d'une procédure de CDisation (dossier complété par le candidat, avis du n+1, audition devant une commission ad hoc)

Mise en place des campagnes de CDisation :

- De mars 2024 à décembre 2025 : 2 campagnes par an dédiées à l'examen des candidatures des agents ayant plus de 3 ans d'ancienneté à l'UPJV au 31 août 2023
- À compter de janvier 2026 : une campagne annuelle ouverte aux agents qui sont dans leur dernière année de contrat

Procédure de CDisation en 3 étapes :

NB : une procédure au plus proche des procédures d'examens professionnels ou de tableaux d'avancement des titulaires.

1. Dossier de candidature à transmettre par voie hiérarchique et comprenant :
  - \* 1 fiche individuelle à remplir par le candidat :  
Informations générales : identité du candidat, emploi occupé, titres et diplômes  
Etat des emplois et contrats successifs au sein de l'UPJV  
Rapport d'activité
  - \* 1 rapport d'aptitude professionnelle à remplir par le supérieur hiérarchique :  
Appréciation sur le parcours professionnel, les activités actuelles (étendue des missions et des responsabilités), la contribution à l'activité du service, la capacité d'adaptation à son environnement, d'écoute et de dialogue  
Appréciation générale et avis
2. Commission d'examen des candidatures :
  - \* Commission plénière :  
Composition : membres de la direction générale (DGS et DGAS), le DRH et la cheffe de service DRH-BIATSS, 3 membres de l'encadrement (directeurs de service / directeurs administratifs de composante)  
Présidence : Directrice générale des services  
Compétence : sélection des candidats admissibles et des candidats retenus pour proposition au Président
  - \* Sous-commissions :  
Composition : un membre de la direction générale, un représentant de la DRH, un représentant de l'encadrement  
Présidence : par le membre de la direction générale des services  
Compétence : audition des candidats
3. Décision du Président.

Les critères d'évaluation des dossiers :

- Ancienneté dans l'établissement
- Manière de servir
- Connaissance et compréhension de l'environnement
- Aptitude à évoluer au sein de l'établissement
- Sens du service public
- Connaissance des droits et obligations d'un agent public

Les modalités d'évaluation : les dossiers sont appréciés en tenant compte de la catégorie du poste de l'agent et des fonctions occupées dans l'établissement.

Eligibilité des dossiers et possibilités de CDIisation :

\* Campagnes 2024 et 2025 :

- Vivier potentiel des agents présentant une ancienneté supérieure à 3 ans au 1<sup>er</sup> septembre 2023 : environ 130 agents
- 4 campagnes : 2 en 2024 et 2 en 2025
- Possibilités de CDIisation contingentées à 35 maximum par campagne
- Ancienneté requise : au moins 4 années d'ancienneté à l'UPJV pour les campagnes 2024 et au moins 3 années d'ancienneté pour les campagnes 2025

\* Campagnes annuelles à compter de 2026 :

- Être dans sa 3<sup>ème</sup> année de contrat
- Contingent à déterminer chaque année selon le vivier et les indicateurs financiers de l'établissement

C. AL-SALEH demande pourquoi décorréliser les dossiers de candidature des entretiens professionnels et pourquoi il n'y a pas de représentants du personnel dans les commissions. De même, il s'interroge sur le critère « manière de servir » dans les critères retenus pour l'évaluation des dossiers et demande si le CSAE sera consulté à la suite de chaque campagne de CDIisation. Enfin, pour les campagnes à venir, quels seront les contingents de CDI arrêtés au niveau de l'établissement ?

Concernant le premier point, la DGS précise que, comme pour les titulaires pour les campagnes d'avancement (par tableau d'avancement, par liste d'aptitude...), les dossiers de candidature sont décorrélés des comptes-rendus d'entretien professionnel, les objectifs n'étant pas les mêmes – les entretiens professionnels permettant de faire le bilan de l'année écoulée (résultats professionnels obtenus par l'agent eu égard aux objectifs assignés, objectifs assignés pour l'année à venir, besoins de formation...), les dossiers de candidature devant permettre une évaluation professionnelle sur plusieurs années.

Concernant l'absence de représentants du personnel dans les commissions, on applique la même logique que pour les concours et examens professionnels où les représentants syndicaux ne sont pas représentés.

La manière de servir est bien l'un des critères d'appréciation de la valeur professionnelle d'un agent, que ce soit au titre d'un examen professionnel, d'un concours interne ou de l'entretien professionnel annuel.

À l'issue de chaque campagne de CDIisation, un rapport de la commission ad hoc sera établi, rapport qui pourra être présenté en CSAE.

Enfin, concernant le dernier point, la DGS indique qu'à compter de la campagne 2026, il n'y aura pas de nécessité de contingenter le nombre de CDI possibles, puisque le rythme annuel d'éligibles sera à peu près constant.

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE souhaite savoir si la date de la 1<sup>ère</sup> campagne a été arrêtée.

La DGS précise que cette campagne doit être lancée à l'issue de ce CSAE, les circulaire et communication graphique à destination des agents étant prêtes.

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE demande si une information individuelle des agents concernés est prévue.

La DGS répond que, comme pour toute opération de gestion administrative, on passe par la voie hiérarchique, donc, par les chefs de service, sachant qu'une information via les "brèves de l'administration" est par ailleurs prévue.

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE demande si les CDIisations se font au titre de la catégorie du poste occupé ou au titre de la catégorie du contrat (CDD).

La DGS répond que la logique voudrait que le CDI soit proposé dans le corps du poste occupé par l'agent et demande ce qu'en pensent les organisations syndicales.

Pour L. BRISOUX-DEVENDEVILLE, il faudrait avoir les mêmes taux de promotion que pour les titulaires au niveau des listes d'aptitudes.

La DGS relève que les situations peuvent être tendues dans les services avec des contractuels pouvant être recrutés en catégorie B alors que les titulaires de catégorie C doivent attendre de nombreuses années pour accéder à un corps de catégorie B ( $\pm 1,5\%$  par an pour les BIATSS). Il faut cependant sortir de la comparaison titulaires / contractuels, chaque statut ayant ses particularités et ses avantages (par exemple, pour les titulaires, le régime de retraite et l'indemnitaire), sachant que la reconnaissance des emplois occupés se fait aussi sur la cotation des postes.

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE signale qu'avait été évoqué le fait que si un agent n'était pas CDIisé, cet agent ne serait pas renouvelé à l'issue de son contrat.

La DGS confirme cette règle : si un contractuel n'est pas CDIisé à l'issue de la procédure de CDIisation prévue, ce dernier ne bénéficiera pas d'un renouvellement de contrat à l'issue de son CDD de 3 ans.

C. AL-SALEH lit l'avis suivant :

*Les membres du CSAE demandent des clarifications sur la procédure de CDIisation après trois ans, ainsi qu'une liste des contrats en cours dans l'établissement.*

*Les membres du CSAE rappellent tout d'abord que les emplois permanents ont vocation à être occupés par des fonctionnaires. Les cas de recours au contrat pour des emplois permanents sont clairement encadré par la loi (CGFP, art. L.332.2, L.332-3, L.332-6, L.332-7). Tout emploi permanent occupé par un agent contractuel sur d'autres critères que ceux énoncés dans ces articles est illégal. Le CDI, qui est le statut normal dans le Code du Travail, reste exceptionnel selon le CGFP. Toute avancée sur le plan de la contractualisation dans les établissements publics, est un recul du point de vue de la revendication principale des syndicats de la fonction publique, et, pour ce qui nous concerne, de l'enseignement supérieur public, à savoir des plans de recrutements massifs de titulaires, renforcés par des plans conséquents de titularisation des non-titulaires, qui, pour la plupart, sont condamnés à la précarité à vie.*

*D'après l'article L.332-4 du Code général de la fonction publique, « lorsque les services accomplis par un agent contractuel atteignent la durée des six ans mentionnée au troisième alinéa avant l'échéance de son contrat en cours, celui-ci est réputé être conclu à durée indéterminée. L'autorité d'emploi adresse à l'agent contractuel concerné une proposition d'avenant confirmant la durée indéterminée de son contrat. L'agent qui refuse de conclure l'avenant proposé est maintenu en fonctions jusqu'au terme du contrat en cours. » Il est précisé plus haut dans le même article que le passage en durée indéterminée du contrat relève d'une « décision expresse »*

*La direction de l'Université de Picardie prévoit l'accélération de la procédure, en permettant aux agents sous contrat à durée déterminée depuis trois ans ou quatre ans de pouvoir postuler à un contrat à durée indéterminée, sous la forme du passage d'un concours en deux phases, examen du dossier et audition, organisé par les services des personnels de l'Université de Picardie, sous l'autorité et la décision du Président de l'Université. Ce qui s'apparente cependant à une évaluation ne doit pas être décorrélié des évaluations annuelles.*

*Les membres du CSAE rappellent à la direction que cette procédure ne saurait se substituer à la disposition de l'article sus-cité, ni même constituer un obstacle à l'exercice de ce droit, qui permet à un agent sous CDD de passer en CDI à la seule condition qu'il ait atteint 6 ans d'ancienneté dans le même établissement et dans la même catégorie.*

👉 **Le président de séance soumet cet avis au vote → 9 votants : 9 voix POUR.**

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			2	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>9</b>	



👉 Le président de séance soumet au vote la procédure de CDisation des personnels BIATSS contractuels → 9 votants : 4 voix POUR / 5 voix CONTRE.

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU				2
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR				2
CGT-FERCSup				1
<b>Total</b>			<b>4</b>	<b>5</b>

C. AL-SALEH lit l'avis suivant :

*Depuis le 24 novembre 2021, les établissements publics ont obligation d'établir chaque année un rapport social unique (CGFP, art. L.231-1, créé par ordonnance n°2012-1574 du 24 novembre 2021).*

*Le rapport social unique (RSU) est le fruit de la fusion des instances de dialogue social. Il a vocation à regrouper, pour chaque comité social d'administration (CSA), les données qui figuraient jusqu'alors dans le bilan social, le rapport de situation comparée relatif à l'égalité femmes-hommes et les rapports portant sur la santé et la sécurité au travail.*

*Il est alimenté par des indicateurs produits à partir d'une base de données sociales (BDS), mais comporte également un volet rédigé.*

*Ils sont tous les deux prévus par l'article 5 de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 et précisés par le décret 2020-1493 du 30 novembre 2020.*

*Le rapport social unique est public et sert de support au dialogue social, la base de données sociales étant accessible aux membres des comités sociaux d'administration (CSA).*

*Le décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 a précisé le champ et l'utilisation de la base de données sociales.*

*Ces données se rapportent à 10 thématiques principales (emploi, recrutement, parcours professionnels, formation, rémunérations, santé et sécurité au travail, organisation du travail et amélioration des conditions et de la qualité de vie au travail, action sociale et protection sociale, dialogue social et discipline), regroupant 64 rubriques, à présenter selon différents critères (sexe, âge, ...).*

*Concernant la fonction publique de l'État, un arrêté du 7 mai 2021 a fixé la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales.*

*Suite à cette publication, la DGAFP a réalisé un guide méthodologique pour accompagner les administrations de l'État dans la mise en œuvre de leur base de données sociales.*

*Nous, membres du CSAE de l'Université de Picardie, réunis le 5 mars 2024, demandons à ce que les bilans sociaux de 2019 et de 2020 et les rapports sociaux uniques de 2021 et de 2022 soient rendus publics en conformité avec l'article 10 du Décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique.*

👉 Le président de séance soumet cet avis au vote → 9 votants : 9 voix POUR.

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			2	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>9</b>	

## ■ QUESTIONS DIVERSES :

Pour le SNPTES-UNSA :

**Il a été évoqué la possibilité de rendre rétroactif l'IFSE des agents ayant changé de fonction depuis 2021 par rapport à la nouvelle cartographie votée. Qu'en est-il ?**

La DGS répond que le travail pour identifier les agents concernés est en cours.

**Qu'en est-il de l'attribution d'une NBI ou d'une IFSE pour les assistants de prévention ?**

La DGS répond que cette question va être prochainement examinée, un groupe de travail devant être réuni à ce titre.

Pour FO-ESR :

**Pourquoi certains agents n'ont-ils pas perçu la prime Guérini en décembre, mais la percevront en mars ? Qui est concerné ?**

E. BERTHE répond que les régularisations sur la paie de mars 2024 de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle (ou « prime GUERINI ») concernent les situations particulières n'ayant pu être traitées avant : par exemple, les agents en poste dans la fonction publique avant leur arrivée à l'UPJV pour lesquels il a fallu vérifier les données, récupérer les fiches de paie concernées... Sont ainsi concernés 24 agents, pour un coût global de prime de 7 767€.

**Est-ce que les agents qui ont changé de groupe RIFSEEP ont été avertis ?**

E. BERTHE répond que pour chaque agent bénéficiaire de l'IFSE au titre du RIFSEEP et changeant de groupe de fonctions, un arrêté est pris et transmis à l'agent.

**Quels sont les projets de déménagement liés à la tour Signal ?**


Le président de séance répond que des pourparlers avec Amiens Métropole sont en cours. L'UPJV demande l'acquisition de la Tour Signal pour pouvoir y créer un espace de vie associative. La DGS complète en précisant que cet espace serait ouvert pour les étudiants, espace ayant vocation à être financé sur la CVEC.

\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé et en l'absence d'autres questions, la séance est levée à 12h45.

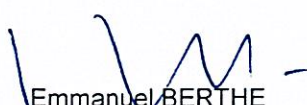
Fait à AMIENS, le 22 avril 2024

Le président de séance,



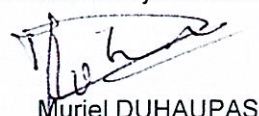
Vincent NIOT

Le secrétaire de séance,



Emmanuel BERTHE

La secrétaire adjointe de séance,



Muriel DUHAUPAS



## Défendre le CSAE, c'est défendre l'université publique contre son accaparement par la bourgeoisie!

Déclaration liminaire de la CGT de l'Université de Picardie  
CSAE du mardi 5 mars 2024

Dans le bloc de constitutionnalité, qui permet au conseil constitutionnel, mais également au conseil d'Etat, de se prononcer sur les décrets, lois et sur les actes de l'administration, figure, depuis la décision 71-44 du 16 juillet 1971 du Conseil Constitutionnel le **préambule de la constitution de 1946**. Ce préambule, adopté en 1946, à la suite de la victoire contre la barbarie nazie, affirme des droits économiques et sociaux : la liberté de se syndiquer, de faire grève, mais aussi, car c'est le point qui nous intéresse, et c'est le huitième point de ce préambule :

**« Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises. »**

C'est dans cet esprit que des comités d'entreprise sont institués, et, pour ce qui est de la fonction publique, des comités techniques paritaires (article 20 de la loi 46-2294 du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires) dont les représentants sont élus par les fonctionnaires, et issus des organisations syndicales représentatives. Les comités techniques, ainsi que les commissions administratives paritaires et le conseil supérieur de la Fonction publique ont pour rôle de mettre en œuvre dans la fonction publique le huitième principe affirmé dans le préambule de la constitution de 1946, sur la participation du travailleur à la « détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises. »

Il s'agit d'un conqui considérable de la classe ouvrière, que l'on doit certaine à la participation massive des organisations ouvrières, comme le PCF et la CGT, cette dernière qui, quoique dissoute par le gouvernement de Vichy du maréchal Pétain, a continué à œuvrer dans la clandestinité.

Jusqu'en 2007, les universités ne disposaient pas de comités techniques paritaires. C'est la Loi n°2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, art.16, qui institue les comités techniques paritaires, le CHSCT étant introduit par le décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.

En 2011, Claude Danthony attaque le décret de fusion des deux ENS de Lyon devant le Conseil d'Etat, pour deux vices de procédure. Dans son arrêt Danthony, du 23 décembre 2011, le conseil d'Etat affirme que **la consultation du comité technique dans ses domaines de compétence « constitue une garantie qui découle du principe de participation des travailleurs à la détermination collective des conditions de travail consacré par le préambule de la Constitution de 1946 », et a donc valeur constitutionnelle.**

Le CSAE résulte de la fusion des deux instances : le comité technique paritaire et le CHSCT (décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat), à la suite de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Le CSAE trouve donc son assise directement dans le bloc de constitutionnalité, et est l'instance issue du mouvement ouvrier dans les universités. Elle est un conqui du programme du Conseil National de la Résistance, dit « les jours heureux ».

En ces jours où les héritiers de l'extrême-droite collaborationniste et du vichysme ont le vent en poupe, et bénéficient des manœuvres du président Macron, qui n'a jamais caché d'ailleurs ses sympathies pour Pétain et le régime de Vichy, ce rappel historique n'est pas inutile.

Dans un article écrit le 4 octobre 2007 pour la revue *Challenges*, feu Denis Kessler, cette icône de la bourgeoisie française, écrivait : « La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! »

Il est tout à fait clair que **la loi sur l'autonomie des universités, la loi de transformation de la fonction publique, et la fusion des instances de représentation des travailleurs, vont toutes dans le même sens** : en finir avec l'effectivité dans le droit du huitième principe du préambule de la constitution de 1946, celui de la participation active des travailleurs par l'intermédiaire de leurs représentants, à la détermination des conditions collectives de travail. **Détruire les garanties collectives face à l'arbitraire du Capital.**

Dans le contexte actuel, celui d'une division de la société, de la démagogie raciste et anti-pauvres, et de la très possible victoire d'un parti ultra-libéral pour ce qui concerne les droits économiques et sociaux, et entièrement illibéral pour ce qui concerne tout le reste, le mépris des « gouvernances universitaires » pour le CSAE, dont nous venons de rappeler l'ancrage dans le bloc de constitutionnalité et dans le programme issu de la victoire contre la barbarie, ce mépris donc pour le CSAE, qui vient de se manifester, (entre autres exemples, mais celui-là est particulièrement parlant) dans l'oblitération de cette instance relativement aux conditions des déménagements, a un goût amer.

## **Modalités de recours au vote électronique pour les élections des conseils centraux de l'Université de Picardie Jules Verne Elections des représentants étudiants**

*Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 712-1, L 712-2 à L 712-6, L 719-1 à L 719-3 et D719-1 à D719-40 ;  
Vu le code général de la fonction publique ;  
Vu le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat ;  
Vu le décret n°099-272 du 6 avril 1999 relatif aux commissions paritaires d'établissement des établissements publics d'enseignement supérieur ;  
Vu le décret n°68-922 du 24 octobre 1968 portant création de l'Université d'Amiens ;  
Vu le décret n°2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;  
Vu le décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatifs aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;  
Vu la délibération n°2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment internet ;  
Vu le guide électoral de la DGESIP publié le 7 janvier 2021 ;*

### **Objet :**

Organisation de scrutins électroniques tel que le prévoit l'article 5 du décret n°2011-595 du 26 mai 2011 et les décrets précités ci-dessus :

- organisation des services chargés d'assurer la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique ;
- modalités de l'expertise prévue à l'article 7 du décret n°2011-595 du 26 mai 2011 ;
- composition de la cellule d'assistance technique ;
- modalités d'accès au vote pour les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique.

En outre, et pour chaque période électorale, une décision d'organisation des élections sera publiée pour compléter les modalités d'organisation mentionnées dans ce document.

### **Modalités de vote par voie électronique :**

Conformément au I. de l'article 2 du décret du 26 mai 2011, une seule modalité d'expression des suffrages doit être proposée pour tous les électeurs appelés à participer au même scrutin.

Le recours au vote électronique par internet est organisé dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, notamment :

- la sincérité des opérations électorales,
- l'accès au vote de tous les électeurs,
- le secret du scrutin,
- le caractère personnel, libre et anonyme du vote,
- l'intégrité des suffrages exprimés,
- la surveillance effective du scrutin,
- le contrôle a posteriori par le juge de l'élection.

### **Organisation des services chargés d'assurer la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique :**

La mise en œuvre du vote électronique est placée sous le contrôle du Président de l'Université de Picardie Jules Verne.

Conformément à la possibilité ouverte par l'article 3-111 du décret du 26 mai 2011 susvisé, l'Université de Picardie Jules Verne décide de confier à un prestataire externe la conception, la gestion, la maintenance et le contrôle effectif du système de vote électronique.

Le prestataire tiendra informé de toutes les opérations en cours les membres de la cellule d'assistance (cf. infra).

Le prestataire s'engage contractuellement à garantir le respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et régissant l'organisation de scrutins par voie électronique.

### **Modalités de l'expertise indépendante :**

Préalablement à la mise en place ou à toute modification substantielle de sa conception, le système de vote électronique fourni par le prestataire fait l'objet d'une expertise indépendante destinée à en vérifier la conformité.

Cette expertise couvre l'intégralité du dispositif installé avant le scrutin, les conditions d'utilisation du système de vote durant le scrutin, les conditions d'utilisation du poste dédié ainsi que les étapes postérieures au vote.

L'expert désigné doit être un informaticien spécialisé dans la sécurité, ne pas avoir intérêt dans la société qui a créé la solution de vote, ni dans l'organisme responsable du traitement qui a décidé d'avoir recours à la solution de vote, et doit être indépendant du Président et de l'établissement et du prestataire.



Le rapport de l'expert est mis à disposition par l'administration à la commission nationale de l'informatique et des libertés et aux organisations syndicales ayant déposé une candidature au scrutin.

**Composition de la cellule d'assistance technique et du centre d'appel :**

Une cellule d'assistance technique est chargée de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique. Cette cellule comprend :

- des représentants de l'administration : deux représentants de la Direction des Affaires Générales, Institutionnelles et Juridiques ; le délégué à la protection des données de l'Université de Picardie Jules Verne ; le responsable de la sécurité informatique de l'université ou son représentant ;
- deux représentants du prestataire.

Un centre d'appels chargé de répondre aux questions des électeurs est mis en place pendant toute la période de vote ; les modalités et horaires seront précisés dans une décision d'organisation.

**Modalités d'accès au vote pour les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique :**

Les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique se verront mettre à disposition, dans les locaux de l'établissement, un poste informatique dédié dans des conditions assurant la confidentialité du vote.

Ces postes pourront permettre la consultation des candidatures et professions de foi ainsi que le vote. Les candidatures et profession de foi seront par ailleurs affichées dans l'établissement. Après publication de la liste électorale, si un électeur ne disposant pas d'un poste informatique constate une erreur sur ses données ou son affectation, il devra s'adresser à la Direction des Affaires Générales, Institutionnelles et Juridiques afin d'exercer son droit de rectification des données.

Tout électeur qui se trouverait dans l'incapacité de recourir au vote électronique à distance et/ou qui aurait des difficultés à utiliser le service, peut, conformément au paragraphe III de l'article 9, chapitre 2 du décret n°2011-595 du 26 mai 2011, se faire assister par un électeur de son choix sur les postes dédiés.

Ces postes dédiés seront mis à disposition pendant une durée ne pouvant être inférieure à 2 jours lorsque la période de vote est supérieure à 2 jours et dans tous les cas ne pouvant être inférieure à une journée (II. de l'article 9 du décret du 26 mai 2011).

La localisation exacte ainsi que les horaires d'ouverture des lieux de mise à disposition de ces postes dédiés seront publiées par le Président dans une décision d'organisation.

# RÉORGANISATION DES SERVICES DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA BU SANTÉ

Taches		JANVIER										FEVRIER																	
		Semaine 4					Semaine 5					Semaine 6					Semaine 7					Semaine 8					Semaine 9		
		22	23	24	25	26	29	30	31	1	2	5	6	7	8	9	12	13	14	15	16	19	20	21	22	23	26	27	28
Transfert Provisoire MMES Leporc et Lemaire	SELCA																												
Transfert Provisoire MM Coutant et Odelot	SELCA																												
Transfert M. Bourgy	SELCA																												
Travaux BU-001, BU-002, BU-003	SMOTI																												
Travaux BU-005, BU-006	SMOTI																												
Travaux P022 et RdC	SMOTI																												
Travaux R+1	SMOTI																												
Transfert Provisoire de BU 101 et BU102 vers P105	SELCA																												
Transfert des bureaux de la BU	SELCA																												
Travaux DIFI	SMOTI																												
Transfert DIFI	UGAP																												
Transfert Performance	UGAP																												
Transferet DR	UGAP																												
Transferet DAGUJ	UGAP																												

## SERVICES CONCERNES

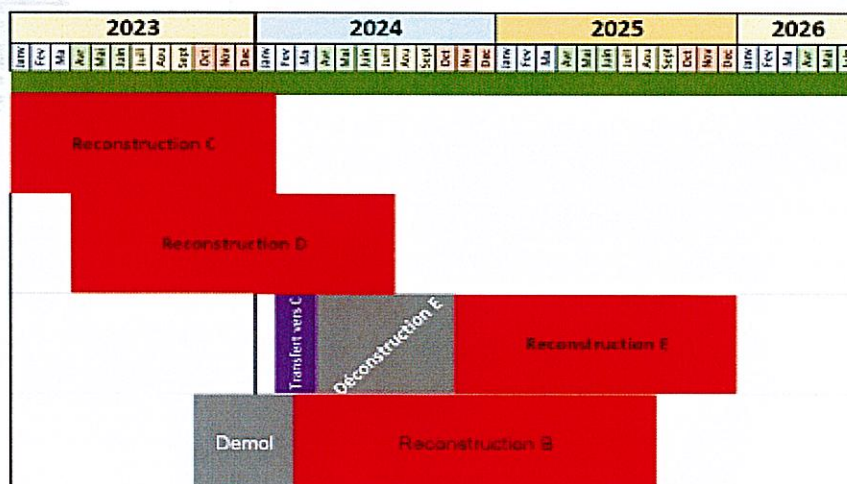
- **DGS**
  - DCOM (11 AGENTS)
  - DAGIJ (9 AGENTS)
  - SCD / BU SANTE (17 AGENTS)
- **PÔLE REM**
  - DIFI (20 AGENTS)
  - PERFORMANCE (2 AGENTS)
  - DRH (SHIAM) (2 AGENTS)
- **PÔLE IRP**
  - DR (12 AGENTS)

## CALENDRIER ET METHODE

- OPERATIONS DE TRANSFERT DU 22 JANVIER AU 29 FEVRIER
- OPERATIONS MENEES EN « TIROIR » AVEC DES TRANSFERTS PROVISOIRES
- TRANSFERTS NECESSAIRES POUR LES TRAVAUX D'AJUSTEMENT REALISES PAR LES EQUIPES DU SELCA
- TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES DU MARCHE CADRE
- TRANSFERT DEFINIF ASSURE PAR LE PRESTATAIRE UGAP
- DEMENAGEMENT D'UN MINIMUM DE MOBILIER (SAUF MOBILIER ERGONOMIQUE DEDIE A L'AGENT)
- MISE EN CARTON PAR LES AGENTS
- REMISE EN SERVICE DES EQUIPEMENTS NUMERIQUE PAR LA DISI

## MISE EN SERVICE DU CAMPUS SANTE

### CALENDRIER DES TRAVAUX





## MISE EN SERVICE DU CAMPUS SANTE

### OUVERTURE DU PLATEAU TECHNIQUE SANTE

#### LE BATIMENT

**SURFACE : 5 427 m<sup>2</sup> SU**

- **ENSEIGNEMENT** : 1 838 m<sup>2</sup> SU
- **RECHERCHE & PLATEFORME** : 1 654 m<sup>2</sup> SU
- **SOUTE PRODUITS CHIMIQUES** : 166 m<sup>2</sup>
- **ACCUEIL, LOGISTIQUE, ENTRETIEN ET TECHNIQUE, CIRCULATIONS** : 1 769 m<sup>2</sup> SU

#### COMPOSANTES CONCERNEES

- **ENSEIGNEMENTS**
  - TP PHARMACIE
  - TP MEDECINE
  - TP PARAMEDICALE (à confirmer)
- **RECHERCHE & PLATEFORME**
  - ANATOMIE
  - BIOPI
  - AGIR

#### METHODOLOGIE ET INTERVENANTS

##### INVENTAIRE DES BIENS A TRANSFERER

- P2I (SMOTI – DELC – SELSTC – SELCA – SHSSE)

- COMPOSANTES CONCERNEES

##### ELABORATION DES DEVIS

- P2I (SMOTI – DELC)
- COMPOSANTES CONCERNEES

##### DEMENAGEMENTS

- PRESTATAIRES (UGAP – MAINTENEURS EQUIPEMENTS)

##### MISE EN SERVICE

- P2I (SMOTI – SMEDD – DELC – SELSTC – SELCA – SHSSE)

- DISI

- COMPOSANTES CONCERNEES

#### CALENDRIER PREVISIONNEL

##### PREPARATION DES

##### DEMENAGEMENTS

- JANVIER à JUIN 2024

##### LIVRAISON DU BATIMENT

- JUIN 2024

##### DEMENAGEMENTS

- JUILLET – Aout 2024

##### MISE EN SERVICE

- SEPTEMBRE 2024



## MISE EN SERVICE DU CAMPUS SANTE

### MISE EN SERVICE DES BATIMENTS C ET D

#### COMPOSANTES CONCERNEES

- **ENSEIGNEMENTS**
  - SHSP (PSYCHOLOGIE)
  - MEDECINE (2IS, ORTOPHONIE, ORTHOPTIE)
- PHARMACIE
- STAPS
- EPIONE
- **RECHERCHE & PLATEFORME**
  - CRPCPO
  - APERE
  - HUMANITE NUMERIQUE (EYE TRACKING)
- **SERVICES**
  - SELSTC
  - SELCA
- **AUTRES USAGERS**
  - Pôle OFRE (Formation continue santé)
  - Syndicats (CGT, SGEN et FSU)
  - Associations étudiantes (FAEP, BNA, AEAPAS)

#### LE BATIMENT C (1 886 m<sup>2</sup> SU)

- SHSP (PSYCHOLOGIE)
- CRPCPO
- EPIONE
- SELCA

#### LE BATIMENT D (3 430 m<sup>2</sup> SU)

- MEDECINE (2IS, ORTOPHONIE, ORTHOPTIE)
- PHARMACIE
- STAPS
- EPIONE
- APERE

#### LA ROTONDE

- Syndicats
- Associations étudiantes
- Pôle OFRE (Formation continue santé)

#### METHODOLOGIE ET INTERVENANTS

##### INVENTAIRE DES BIENS A TRANSFERER

- P2I (SMOTI – DELC – SELSTC – SELCA – SHSSE)

- COMPOSANTES CONCERNEES

##### ELABORATION DES DEVIS

- P2I (SMOTI – DELC)
- COMPOSANTES CONCERNEES

##### DEMENAGEMENTS

- PRESTATAIRES (UGAP – MAINTENEURS EQUIPEMENTS)

##### MISE EN SERVICE

- P2I (SMOTI – SMEDD – DELC – SELSTC – SELCA – SHSSE)

- DISI

- COMPOSANTES CONCERNEES

#### CALENDRIER PREVISIONNEL

##### PREPARATION DES

##### DEMENAGEMENTS

- JANVIER à JUIN 2024

##### LIVRAISON DES BATIMENTS

- C : FEVRIER 2024

- D : JUILLET 2024

##### DEMENAGEMENTS

- C : Mars 2024

- Juillet – Aout 2024



